



NGO
DELEGATION TO THE
UNAIDS PCB

55^e Réunion du CCP

Bulletin Sommaire du CCP

Du 10 au 12 décembre 2024

Introduction.....	3
Rapport de la Directrice Exécutive	4
Rapport du Représentant des ONG.....	5
Leadership dans la riposte au sida	5
Suivi du segment thématique de la 54e réunion du Conseil de Coordination du Programme	6
Conclusions de l'examen à mi-parcours de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2021-2026	8
Mise à jour sur le VIH dans les prisons and autres milieux fermés.....	9
Rapport d'évaluation et réponse de la Direction.....	10
Prochaines réunions du CCP.....	11
Réflexions des nouveaux délégués.....	12

Introduction

Midnight Poonkasetwattana / Délégué pour l'Asie et le Pacifique

Le Kenya, en tant que Président, a accueilli le 55e Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA à Nairobi du 10 au 12 décembre 2024. Cela a marqué un moment historique: la première fois en 18 ans que la réunion s'est tenue en Afrique—la dernière fois accueillie par Lusaka en 2006—et la deuxième fois que le Kenya a accueilli le CCP, après son événement de 1997.

L'Afrique, continent le plus touché par l'épidémie de VIH, a été une étape appropriée pour ce rassemblement pivot visant à faire progresser les stratégies mondiales de lutte contre le VIH/SIDA. Le Kenya a également facilité cinq visites sur le terrain pour les délégués du CCP le 9 décembre, offrant une exposition directe aux réalités de l'épidémie de VIH et aux efforts de riposte. Ces visites ont permis aux délégués de mieux comprendre le rôle du Programme Commun, les défis locaux et les meilleures pratiques qui façonnent la riposte mondiale au sida.

La réunion du CCP a examiné un ordre du jour complet, y compris le rapport des ONG intitulé *Breaking the Chains* (Briser les Chaînes) : Soutenir le leadership communautaire et les droits humains pour une riposte durable au VIH, un segment thématique sur la lutte contre les inégalités chez les enfants et les adolescents pour mettre fin au sida d'ici 2030, des mises à jour sur le VIH dans les prisons et autres milieux fermés, les conclusions de l'examen à mi-parcours de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2021-2026, et des discussions de suivi sur la consolidation des acquis de la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà.

Le premier jour, le 10 décembre, la Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima, a fait sa présentation, qui portait sur l'examen à mi-parcours de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2021-2026. Les segments ont mis en évidence le déficit persistant de financement et les défis pour atteindre l'objectif mondial de prévention.

La deuxième journée, le 11 décembre, a été marquée par la présentation du rapport des ONG, *Briser les Chaînes: Soutenir le Leadership communautaire et les droits humains pour une riposte durable au VIH*. Le rapport fait appel aux États membres et aux donateurs, y compris le PEPFAR et le Fonds Mondial, pour qu'ils augmentent le financement des organisations communautaires, donnent la priorité aux initiatives en matière de droits humains et renforcent l'obligation de rendre des comptes par le biais de rapports désagrégés sur les investissements des donateurs et des gouvernements dans ces domaines.

La troisième journée, le 12 décembre, a été consacrée au segment thématique, *Faire Face aux Inégalités Chez les Enfants et les Adolescents pour mettre fin au sida d'ici 2030*. Des présentations et des tables rondes engageantes ont souligné l'impact des inégalités et des mauvais résultats sur la prévention du VIH, le traitement et les services de soutien pour les

enfants et les adolescents. Les délégués ont souligné l'urgence de faire face à ces obstacles au progrès dans la réalisation de l'objectif 2030 de mettre fin au sida chez les enfants et les adolescents.

Rapport de la Directrice Exécutive

Martha Clara Nakato / Déléguée pour l'Afrique

Lors de la journée d'ouverture du CCP de l'ONUSIDA, la Directrice Exécutive a présenté un [rapport](#) complet soulignant le moment critique où se trouve la riposte mondiale au VIH. Elle a souligné qu'il s'agissait d'une course contre la montre, nécessitant une action urgente et des efforts accrus pour soutenir les progrès et atteindre les objectifs mondiaux ambitieux en matière de VIH d'ici 2030.

Le rapport reprend les conclusions de l'examen à mi-parcours et réaffirme que les objectifs 95-95-95 pour 2025 restent réalisables, à condition que les États membres fassent preuve d'un engagement renouvelé et maintiennent leurs investissements dans la riposte au VIH. Il a souligné que le VIH continue d'être un défi de développement complexe, nécessitant un financement soutenu et l'adoption rapide de percées scientifiques, telles que les médicaments à action prolongée contre le VIH, pour révolutionner les approches de prévention et de traitement.

Un message clé du rapport était un appel résolu à l'action: l'histoire ne doit pas se répéter. Les points suivants ont été mis en évidence:

- Atteindre les objectifs 95-95-95 d'ici 2025 reste un énorme défi.
- Un déficit de financement croissant d'environ 9,5 milliards de dollars menace les progrès, en particulier dans des régions telles que l'Europe de l'Est, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.
- Garantir l'accès à des médicaments efficaces et accessibles contre le VIH pour tous les pays à revenu faible ou intermédiaire reste une priorité urgente.
- Atteindre l'objectif de 95% d'accès aux options de prévention combinées d'ici 2025 semble de plus en plus improbable.
- L'ONUSIDA fait face à des perspectives financières difficiles pour 2025. Toutefois, des mesures proactives, notamment un réexamen du modèle de fonctionnement du programme commun par un groupe de haut niveau, visent à garantir qu'il reste adaptable aux besoins futurs.
- Les préparatifs de la prochaine Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida sont déjà en cours, ce qui constitue une base solide pour la poursuite des progrès.

En résumé, le rapport de la Directrice Exécutive a appelé à une réflexion collective et à une action décisive de la part des États membres, de la société civile, des partenaires des Nations Unies et de toutes les principales parties prenantes. Il a exhorté à tirer parti de ce moment charnière pour capitaliser sur les progrès scientifiques, obtenir les ressources

nécessaires et s'assurer que personne n'est laissé pour compte dans la quête pour mettre fin au sida d'ici 2030.

Rapport du représentant des ONG

[Cecilia Chung / Déléguée pour l'Amérique du Nord](#)

Les [Rapport des ONG](#), *Briser les Chaînes: Soutenir le leadership communautaire et les droits humains pour une riposte durable au VIH*, présenté lors du 54e CCP, a souligné le rôle essentiel du leadership communautaire dans la riposte au VIH, comme indiqué dans le [Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2021-2026](#), en particulier pour atteindre les objectifs 30-80-60. Toutefois, les progrès sont confrontés à des menaces importantes, notamment la réduction de l'espace civique, des réactions négatives contre l'égalité des sexes et un financement inadéquat. Pour répondre à ces défis, le rapport appelle à un financement durable, à donner la priorité au leadership communautaire dans les stratégies de lutte contre le sida et à renforcer les cadres de responsabilisation.

Le rapport souligne que le leadership communautaire est indispensable pour mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030. Pourtant, il fait face à des obstacles importants tels que des environnements civiques restrictifs, des attaques de mouvements anti-genre et anti-droits et un sous-financement chronique. Il exhorte le CCP de l'ONUSIDA à prendre des mesures décisives pour renforcer la reconnaissance et le soutien du leadership communautaire, en préservant les gains réalisés dans la riposte mondiale au VIH tout en défendant les droits humains.

Malgré les fortes recommandations du rapport, trois jours de négociations dans la salle de rédaction ont abouti à l'exclusion de termes tels que "anti-genre" et "anti-droits" des points de décision finaux. Cependant, Sonal Giani, le délégué pour l'Asie, a fait une intervention cruciale le dernier jour, demandant au Secrétariat de rechercher et de définir ces termes. Cette initiative vise à permettre leur incorporation éventuelle dans la langue officielle de l'ONU, ouvrant la voie à une reconnaissance et à une action plus forte lors des discussions futures.

Leadership dans la riposte au sida

[Gastón Devisich / Délégué pour l'Amérique Latine et les Caraïbes](#)

La 55ème réunion du CCP s'est démarquée des précédentes en proposant un [panel](#) de cinq orateurs plutôt qu'une seule personne présentant le point de l'ordre du jour. Le panel s'est concentré sur l'accessibilité des médicaments révolutionnaires et des nouvelles technologies, favorisant une discussion dynamique et inclusive.

Le dialogue a souligné le besoin urgent de transformer les percées scientifiques en outils accessibles. Les antirétroviraux à longue durée d'action (ARV), qui pourraient révolutionner la prévention et le traitement du VIH, restent largement hors de portée pour de nombreuses

communautés trois ans après leur introduction. Cette disponibilité limitée met en évidence des obstacles systémiques. Si elles ne sont pas accessibles et équitablement distribuées, ces innovations risquent d'être confinées au stade de la preuve de concept, laissant de côté les populations vulnérables.

Le Conseil a souligné que pour les personnes vivant avec le VIH, vulnérables et les plus exposées au risque de contracter le VIH—en particulier dans les milieux marginalisés et sous-financés—la promesse de technologies à action prolongée n'a de sens que si elles sont à la fois accessibles et abordables. Toutefois, il s'est révélé difficile de parvenir à un consensus sur les mesures pratiques à prendre pour atteindre cet objectif. Les États membres ont eu du mal à trouver un terrain en commun pour interpréter et mettre en œuvre les droits de propriété intellectuelle afin de les aligner sur les besoins locaux en matière de santé publique.

La délégation des ONG et les ONG observatrices ont en outre souligné les obstacles persistants, notamment l'exclusivité du marché, le manque de génériques et les défis logistiques qui affectent de manière disproportionnée les pays à revenu faible et intermédiaire. Les communautés en première ligne de l'épidémie, y compris les populations clés et prioritaires, ont souligné que ces outils vitaux devaient leur parvenir par le biais de systèmes de santé publique équitables et de solutions communautaires. Sans de tels efforts, le potentiel de transformation des antirétroviraux à action prolongée et d'autres innovations risque de ne pas être réalisé pour ceux qui en ont le plus besoin.

Suivi du segment thématique de la 54^e Réunion du Conseil de Coordination du Programme

[Fionnuala Murphy / Déléguée pour l'Europe](#)

Avant la réunion thématique sur la durabilité, la délégation des ONG a convoqué un Groupe Consultatif de la Société Civile composé de 25 organisations travaillant au niveau national, régional et mondial. Ensemble, nous établissons des priorités pour guider l'engagement de la délégation, en commençant par l'examen de la note d'information et la sélection des orateurs.

Notre première priorité était de positionner les progrès sur les environnements juridiques punitifs, la stigmatisation, la discrimination et l'inégalité entre les sexes comme essentiels à la durabilité. Nous avons mis l'accent sur ces points dans l'examen de la note d'information et avons désigné Edwin Bernard (Réseau Justice VIH) et Ganna Dovbakh (Association Eurasienne de Réduction des Risques) comme orateurs. Ils ont exhorté les gouvernements à révoquer les lois qui empêchent la mise en place de ripostes durables au VIH et à résister aux mouvements anti-droits. Ces thèmes ont modelé notre rapport sur le plaidoyer et les ONG.

Notre deuxième priorité avait axé sur le financement des réponses communautaires. Nous avons appelé l'ONUSIDA et les États membres à accorder la priorité au financement des communautés dans la planification de la durabilité et les points de décision. Au cours de la réunion thématique, Keren Dunaway (Communauté internationale des Femmes vivant avec le VIH) a souligné le rôle essentiel des organisations dirigées par des femmes et des jeunes, plaidant pour un financement durable à long terme. Des visites sur le terrain auprès d'organisations communautaires à Nairobi ont renforcé cet appel, Fionnuala Murphy de la délégation des ONG soulignant l'impact significatif des pairs travailleurs sous-payés du Projet d'Autonomisation et de Soutien des Hôtesse de Bar.

Notre dernière priorité était de faire face aux risques posés par l'intégration des ripostes au VIH dans les systèmes de santé plus larges. Florence Riako-Anam (GNP+) a souligné que la durabilité ne doit pas se faire au détriment de la qualité des services. Cindy Kelemi (BONELA) a partagé les défis du Botswana en matière d'intégration dans des systèmes en difficulté, exhortant les gouvernements à garantir des services de VIH de haute qualité pour les populations clés.

Lors des négociations sur les points de décision, nous avons plaidé pour des références explicites à la décriminalisation, aux droits humains, à la stigmatisation, à l'égalité des sexes et au financement communautaire. Alors que les références à la dépénalisation et à d'autres termes relatifs aux droits humains étaient édulcorées, nous avons obtenu un point de décision critique exhortant les États membres à "garantir des politiques et des environnements juridiques favorables qui soutiennent des services VIH équitables, accessibles, abordables et de haute qualité qui ne laissent personne de côté." Cela a été complété par des décisions plus fermes sur les droits humains et l'égalité des sexes pour le rapport des ONG.

Nous avons également soutenu la proposition du Brésil sur l'accès équitable aux technologies innovantes de la santé, mettant l'accent sur les règles de propriété intellectuelle qui favorisent la santé publique et l'accès aux outils essentiels. Cette décision est essentielle avant la réunion thématique prévue sur les antirétroviraux à action prolongée en décembre 2025. Cependant, nous avons réitéré que les innovations biomédicales ne peuvent à elles seules assurer la durabilité sans aborder les droits humains et la décriminalisation.

La réunion thématique a souligné le besoin urgent d'engagement de la société civile dans l'élaboration de feuilles de route nationales pour la durabilité. Un point de décision du CCP a exhorté les États membres à "faire progresser, en collaboration avec les communautés, l'élaboration de feuilles de route nationales pour la durabilité de la riposte au VIH", soulignant le rôle central des communautés dans la conduite de ripostes durables.

Conclusions de l'examen à mi-parcours de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2021-2026

Gastón Devisich / Délégué pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

Le Rapport d'Évaluation à mi-parcours (MTR) de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2021-2026 a été présenté lors des réunions du 55e CCP. Cette stratégie a guidé la riposte mondiale au VIH avec sa vision audacieuse de mettre fin aux inégalités qui alimentent la pandémie de sida.

Le rapport a mis en évidence deux réalisations importantes:

- "Dans le cadre de la stratégie actuelle, moins de personnes ont contracté le VIH en 2023 qu'à tout autre moment depuis la fin des années 1980"
- "Près de 31 millions de personnes recevaient un traitement antirétroviral vital, ramenant les décès liés au sida à leur plus bas niveau depuis le pic de 2004."

Cependant, le rapport a également reconnu des défis critiques:

- "Malgré ces progrès, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de 2025 fixés dans la Stratégie."
- "Des progrès irréguliers, des inégalités profondément enracinées, des programmes de prévention insuffisants, l'incapacité à élever et à soutenir le travail des communautés, des obstacles à l'accès au traitement et un manque de volonté politique et de soutien financier menacent la réponse".

Ces constatations ont suscité de profondes inquiétudes au sein de la délégation des ONG et du Conseil de Coordination dans son ensemble, ce qui a donné lieu à des discussions sur les interventions nécessaires pour aborder ces lacunes. La délégation des ONG a rappelé au Conseil de Coordination des stratégies éprouvées, déclarant:

“Nous savons ce qui fonctionne: intensifier le dépistage du VIH, élargir le traitement équitable, investir dans de nouvelles technologies, favoriser les stratégies d'adhérence et lutter contre la stigmatisation et la discrimination liées au VIH. Nous devons également offrir une éducation sexuelle complète, des services de santé sexuelle et reproductive (SDSR), protéger les droits humains des populations clés et prioritaires, et soutenir pleinement les organisations communautaires et les organisations dirigées par les communautés.”

Un accent particulier a été mis sur le paragraphe 61 du rapport, qui souligne le rôle essentiel des organisations dirigées par la communauté:

“Il est essentiel que les organisations dirigées par la communauté disposent de l'espace civique et des environnements juridiques et réglementaires qui leur permettent de recevoir du financement et de fonctionner, ainsi que des liens fonctionnels avec la santé publique et

les systèmes gouvernementaux plus larges. Ces conditions font défaut dans de nombreux pays.”

Compte tenu de ces défis et de l'urgence de mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique, la prochaine Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida (2026-2031) sera déterminante pour la riposte mondiale au VIH, qui se prolonge depuis quatre décennies.

Pour aller de l'avant, le Directrice Exécutive est chargée, par le biais de points de décision, de :

- Présenter les grandes lignes de la Stratégie Mondiale de Lutte contre le sida 2026-2031 pour un examen par le Conseil de Coordination du Programme (CCP) en juin 2025.
- Présenter le Plan de Travail et le Budget de transition d'un an de l'UBRAF pour 2026.
- Mettre en place un groupe de travail chargé d'élaborer le prochain UBRAF, opérationnel d'ici septembre 2025.
- Faire avancer les recommandations du Panel de Haut Niveau pour s'assurer que l'ONUSIDA est résiliente et capable d'atteindre son objectif.

Les conclusions du rapport sont à la fois une mise en garde et un appel à l'action, soulignant l'importance d'un engagement soutenu, de politiques audacieuses et d'un soutien accru aux communautés pour réaliser l'objectif d'éradication du sida d'ici 2030.

Mise à jour sur le VIH dans les prisons et autres milieux fermés

Alexei Lakhov / Délégué pour l'Europe

Lors de sa 55e réunion, le Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA a examiné les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH dans les prisons et autres lieux fermés au regard du [Point 5 de l'Ordre du Jour](#). Le CCP a adopté des points de décision mettant l'accent sur les priorités suivantes:

- Reconnaître les disparités: Reconnaître la charge disproportionnée du VIH et des maladies associées, telles que la tuberculose et l'hépatite, dans les prisons, où les services de prévention, de diagnostic et de traitement sont souvent inadéquats.
- Élargir les interventions fondées sur des données probantes: Plaidoyer en faveur d'approches globales, fondées sur des données probantes et sensibles au genre pour améliorer la prévention, le traitement et les soins du VIH dans les prisons.
- Favoriser la collaboration: Exhorter les États membres, la société civile et les partenaires internationaux à intégrer les programmes de santé en prison dans les stratégies nationales de santé publique, en assurant une coordination intersectorielle pour lever les obstacles systémiques.
- Faire progresser les Droits Humains: Appeler à des réformes juridiques pour réduire la criminalisation des populations clés et améliorer les conditions en prison afin de préserver la dignité et l'équité pour tous.

Au cours des discussions de rédaction, un point de décision spécifique a été proposé: "Rendre compte au Conseil de Coordination du Programme, le cas échéant, par le biais du rapport annuel sur les performances de l'UBRAF, des progrès liés au VIH parmi les personnes en prison et dans d'autres milieux fermés."

Cette formulation a soulevé des inquiétudes au sein de la délégation des ONG, car l'inclusion de "le cas échéant" et la référence à l'UBRAF seule pourraient limiter les possibilités de signalement plus larges. Cependant, le Secrétariat a précisé que le Bureau pourrait toujours envisager un Segment Thématique distinct ou un rapport sur "Le VIH dans les prisons et autres milieux fermés", si la délégation des ONG ou un État membre le demande.

Rapport d'évaluation et réponse de la direction

Sonal Giani / Délégué pour l'Asie et le Pacifique

Les [Rapport d'Évaluation](#) et [Réponse de la Direction](#), présentés lors de la 55e réunion du Conseil de Coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA, ont mis en évidence les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'Évaluation 2024-2025 et a décrit les principaux défis et recommandations pour soutenir la riposte mondiale au VIH. Les trois évaluations—axées sur l'Évaluation Conjointe Indépendante du Plan d'Action mondial (Écart de l'ODD 3), l'Évaluation à Mi-parcours de l'Accord de coopération ONUSIDA—CDC (Centres américains de contrôle et de prévention des maladies) et l'Examen des Évaluations Conjointes des Programmes—ont reconnu les réalisations en matière de création de partenariats et de renforcement de l'information stratégique. Cependant, ils ont également identifié des défis persistants, notamment une cohérence inter-agences insuffisante, des déficits de financement pour les réponses menées par les communautés, et des problèmes de responsabilité.

Les évaluations ont souligné que les ripostes menées par les communautés restent sous-financées et sont limitées par le rétrécissement des espaces civiques, plus de 60% des pays imposant des restrictions à la société civile. Ces obstacles entravent directement l'accès aux services vitaux de lutte contre le VIH pour les populations clés, y compris les personnes LGBTQI+, les professionnel(le)s du sexe, les personnes faisant usage de drogues et les jeunes. En réponse, la délégation des ONG a souligné le besoin urgent de protéger les espaces civiques, de supprimer les obstacles juridiques et de donner la priorité au financement d'initiatives communautaires qui luttent contre la stigmatisation, la discrimination et les lacunes dans la prestation de services.

Si des progrès ont été constatés en matière de partenariats et d'utilisation des données, les évaluations ont également révélé des inefficacités dans le déboursement des fonds et des faiblesses dans les systèmes de responsabilisation. Dans sa réponse de gestion, l'ONUSIDA s'est engagée à renforcer la coordination, à aligner les ressources et à se concentrer sur les initiatives menées par les communautés, reconnaissant leur rôle crucial dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination.

Les représentants de la société civile ont appelé à une action urgente de l'ONUSIDA et des États membres pour abroger les lois punitives, garantir un financement durable pour les

organisations de base et renforcer les mécanismes qui placent les communautés au cœur de la prise de décision. Les réponses dirigées par les communautés ont été réaffirmées comme essentielles pour atteindre les objectifs 10-10-10 de l'ONUSIDA et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Prochaines Réunions du CCP

Shamin Mohamed Jr. / Délégué pour Amérique du Nord

La 56e réunion du CCP aura lieu à Genève, en Suisse. Ce point de l'ordre du jour a finalisé les thèmes des 56e et 57e réunions du CCP en 2025. La réunion de juin 2025 se concentrera sur la lutte contre les inégalités en matière de santé, grâce à une riposte soutenue au VIH, aux droits humains et à la réduction des méfaits pour les personnes qui consomment des drogues. Parallèlement, la réunion de décembre 2025 explorera le potentiel des antirétroviraux à action prolongée (ARV) pour combler les lacunes en matière de prévention et de traitement du VIH. Ces thèmes visent à s'attaquer aux problèmes urgents de la riposte mondiale au sida, en mettant l'accent sur des recommandations et des stratégies concrètes pour améliorer les résultats sanitaires et l'équité pour les populations clés.

Le Bureau du CCP, qui comprend deux sièges actuellement occupés par la Délégation des ONG pour assurer la représentation de la communauté, est chargé de superviser le processus de sélection des thèmes. La délégation des ONG a collaboré avec le Réseau International des Personnes faisant Usage de Drogues (INPUD) pour proposer le segment thématique sur la réduction des risques, soulignant le besoin urgent de répondre aux droits et aux besoins de santé des personnes faisant usage de drogues.

Je tiens également à remercier la délégation des ONG pour son soutien au segment thématique sur les antirétroviraux à action prolongée. Cet accent mettra en lumière les disparités qui doivent être corrigées à mesure que ces traitements innovants deviennent plus largement disponibles, en veillant à ce qu'ils contribuent de manière significative à combler les lacunes en matière de prévention et de soins du VIH.

Segment Thématique: S'attaquer aux inégalités chez les enfants et les adolescents pour mettre fin au sida d'ici 2030

Myles Mwansa / Délégué pour l'Afrique

Le segment thématique du 55e CCP de l'ONUSIDA a souligné le besoin urgent de remédier aux disparités persistantes en matière d'accès à la prévention, au dépistage, au traitement et aux soins du VIH chez les enfants et les adolescents. Les populations vulnérables, y compris les jeunes filles, les enfants dans les zones de conflit et les communautés marginalisées, restent touchées de manière disproportionnée, ce qui fait des solutions axées sur l'équité une priorité pour atteindre l'objectif 2030 de mettre fin au sida.

Les progrès accomplis depuis le segment thématique ont été reconnus, mais les participants ont souligné la nécessité d'accélérer l'action et la responsabilisation pour garantir que les engagements aboutissent à des résultats mesurables. Sans efforts concrets, ces populations risquent d'être laissées pour compte.

Les réponses dirigées par la communauté ont été soulignées comme essentielles pour atteindre les populations mal desservies. Les organisations de base jouent un rôle essentiel dans la réduction des écarts, et l'intégration de leurs interventions dans les stratégies nationales a été reconnue comme essentielle pour assurer la durabilité et l'impact.

L'engagement et le leadership des jeunes sont également apparus comme des priorités essentielles. Les adolescents devraient être responsabilisés en tant que partenaires de la riposte, avec des investissements accrus dans le plaidoyer dirigé par les jeunes et des initiatives qui amplifient leurs voix.

Les participants ont appelé à des systèmes de soutien holistiques qui répondent aux besoins intersectionnels tels que la santé mentale, l'éducation et la protection contre la violence. Les approches multisectorielles sont cruciales pour créer des solutions équitables et efficaces.

Le CCP a été instamment prié de donner la priorité au financement des enfants et des adolescents, d'assurer la participation de la communauté à la prise de décision et d'adopter des calendriers clairs et des indicateurs mesurables pour suivre les progrès. Ce n'est que par une action collective, la responsabilisation et une allocation équitable des ressources que la riposte mondiale au VIH pourra répondre aux besoins des enfants et des adolescents et atteindre l'objectif de mettre fin au SIDA d'ici 2030.

Réflexions des nouveaux délégués

Amanita Calderon-Cifuentes / Nouvelle Déléguée pour l'Europe

Entrer dans l'espace du CCP pour la première fois a été un tourbillon aigre-doux—de longues heures exaltantes de plaidoyer, de réseautage, de débats et de conversations avec des défenseurs, des experts en santé et des décideurs politiques remarquables qui ont suscité à la fois de vrais espoirs et des moments de déception. Mais ces rencontres ont côtoyé d'autres qui ont révélé à quel point les cadres patriarcaux et capitalistes sont profondément enracinés au sein de l'ONUSIDA. Honnêtement, entrer dans cet espace était intimidant, mais cela m'a aussi donné du pouvoir. Lorsque les systèmes donnent la priorité au pouvoir et au profit plutôt qu'aux droits humains, nous avons l'impression de trahir les valeurs mêmes que nous sommes chargés de défendre.

Pour moi, c'est précisément dans ces moments-là—lorsque la transphobie a émergé entre ces murs—que mon cœur s'est rempli d'un sentiment renouvelé de détermination, de passion et d'amour pour défendre fermement nos communautés. C'est dans ces cas-là que je me rappelle pourquoi je suis ici: pour construire des ponts, pas pour les brûler. Être témoin de changements mineurs mais significatifs et réaliser qu'ensemble, nous pouvons conduire le

changement pour améliorer la vie des personnes vivant avec le VIH et réduire les risques auxquels sont confrontées les communautés trans et d'autres populations clés, renforce ma détermination.

Je suis profondément honoré de faire partie de cet espace complexe à plusieurs niveaux et de parcourir ce chemin main dans la main avec des personnes que j'appelle fièrement "mes héros personnels."

Jeremy Tan / Nouveau Délégué pour l'Asie et le Pacifique

La 55e réunion du CCP de l'ONUSIDA à Nairobi a été une expérience révélatrice qui a renforcé ma conviction dans le pouvoir des communautés de mener la lutte contre le VIH. J'ai pu constater de visu que les efforts déployés par les communautés permettent de sauver des vies et de combler les lacunes des programmes nationaux. Malgré des défis tels que la réduction des espaces de plaidoyer, les mouvements contre les droits et l'instabilité du financement, la résilience de la délégation des ONG, des jeunes et des populations clés était frappante. Leur voix unie a rappelé à tous que le changement durable repose sur la collaboration, la protection des droits humains et le soutien aux personnes les plus touchées. Cette réunion a réaffirmé qu'en nous unissant et en responsabilisant les communautés, nous pouvons mettre fin au sida d'ici 2030.

Keren Dunaway / Nouvelle Déléguée pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

La participation au CCP de l'ONUSIDA en tant que nouveau délégué pour l'Amérique Latine et les Caraïbes a offert de nouvelles perspectives et une meilleure compréhension du travail en coulisses. Bien que j'aie déjà assisté à des réunions du CCP, c'était ma première occasion de m'engager directement dans les processus internes de la délégation des ONG. En assistant à la complexité de la prise de décision au niveau mondial—de la rédaction des interventions à la négociation de la formulation des points de décision—j'ai pu apprécier à sa juste valeur l'effort nécessaire pour garantir que les voix des communautés, nos voix, soient effectivement représentées et le combat qu'il faut mener pour que cela devienne une réalité.

En tant que nouveaux délégués, nous avons dû nous adapter rapidement à la dynamique du CCP, en conciliant la participation aux séances plénières et une coordination interne intensive pour aligner nos positions. J'ai également acquis de précieuses informations sur la planification stratégique nécessaire pour amplifier les priorités régionales, telles que la défense d'un financement durable des réponses menées par la communauté et la lutte contre les obstacles structurels tels que l'inégalité entre les sexes et les restrictions de l'espace civique.

En tant que nouveaux représentants de la délégation, nous sommes prêts à relever ces défis grâce à des opérations stratégiques, une préparation minutieuse, la recherche d'un consensus et une collaboration constante. Avec diplomatie, travail d'équipe et persévérance, nous visons à influencer efficacement les résultats à ce niveau. Bien qu'un travail important reste à faire, je suis déterminé à tirer parti de ces progrès et à contribuer à une riposte au VIH plus inclusive et percutante qui réponde véritablement aux besoins de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Todd Theringer / Nouveau Délégué pour l'Amérique du Nord

Je continue d'être surpris par le nombre d'ONG africaines confrontées à des défis similaires à ceux des organisations communautaires aux États-Unis, notamment le manque de financement nécessaire, la stigmatisation et l'inaction du gouvernement. Les structures sociétales continuent de permettre au VIH de prospérer, ce qui ne fait qu'alourdir la charge des ONG, qui doivent se battre pour la diminution des ressources et plaider en faveur de la justice sociale. On attend des défenseurs du VIH et des personnes vivant avec le virus qu'ils partagent constamment leur histoire et qu'ils fassent du volontariat indéfiniment. Quel autre virus exploite les gens à tant de niveaux?

Je n'ai également jamais eu à considérer le Nord Mondial par rapport au Sud Mondial en ce qui concerne l'accès aux médicaments. Enfin, j'espère que la présence de représentants des ONG rappellera aux décideurs politiques qu'ils doivent se concentrer non plus sur les chiffres, mais sur les vies réelles qui valent la peine d'être sauvées.

Ulrich Mvate / Nouveau Délégué pour l'Afrique

Intégrer le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA a été une expérience profondément enrichissante, qui m'a permis d'élargir ma compréhension des défis de la santé mondiale et des stratégies de collaboration. Dans un premier temps, je me suis plongée dans les complexités de la mission de l'organisation en matière de lutte contre le VIH et le sida, en me familiarisant avec la relation dynamique entre la politique, le financement et les initiatives sur le terrain. En m'engageant avec des représentants de divers pays et secteurs, j'ai élargi mon point de vue sur les approches multiformes nécessaires pour résoudre les problèmes de santé publique. J'ai été particulièrement touché par la passion et le dévouement de mes collègues, qui sont profondément engagés à avoir un impact tangible dans leurs communautés. Ce rôle a non seulement approfondi ma compréhension de l'importance des efforts coordonnés en matière de santé, mais m'a également inspiré à plaider avec plus de ferveur pour un accès équitable aux ressources sanitaires dans le monde entier, avec un accent particulier sur la région africaine. Dans l'ensemble, ce voyage a été synonyme d'apprentissage, de connexion et de motivation renouvelée pour contribuer à cette cause mondiale vitale.